

**DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINTE-DENIS**

***SCHEMA DIRECTEUR INTERCOMMUNAL DE GESTION DES EAUX
PLUVIALES URBAINES DE LA CINOR***

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)
Appel d'offres**

Maître de l'ouvrage : Communauté Intercommunale du **NOrd de la **R**éunion
3 , rue de la Solidarité – CS 61025 - 97 495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)**

ATTENTION : Depuis le 1^{er} OCTOBRE 2018, toutes les communications et tous les échanges d'informations (*retrait du DCE, demande d'obtention de renseignement complémentaire, remise des candidatures et des offres.....*) seront effectués via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.cinor.fr>

Date limite de réception des offres :

**Initialement prévue le 08 JUIN 2026 à 12 heures locales est REPORTEE
Au plus tard au 15 JUIN 2026 à 12 heures locales pour l'ensemble des
lots**

ARTICLE 1 - OBJET

La CINOR, compétente en matière de gestion des eaux pluviales urbaines sur les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne, souhaite se doter d'un schéma directeur afin de clarifier son champ de compétences et de définir une stratégie globale et durable à l'échelle intercommunale. Le présent marché a pour objet la réalisation d'investigations de terrain, l'établissement d'un diagnostic, la définition d'un programme de travaux cohérent, ainsi que l'élaboration du zonage des eaux pluviales et du règlement associé. Il s'agit ainsi de conduire l'ensemble des études techniques et réglementaires nécessaires à l'atteinte de ces objectifs.

ARTICLE 2 - CONDITIONS

2.1 - Etendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres (articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique).

2.2 - Décomposition en tranches et en lots

Le marché est décomposé en deux lots définis comme suit :

- **Lot n°1** : Élaboration du schéma directeur intercommunal de gestion des eaux pluviales. Ce lot est traité à prix forfaitaire et est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa date de notification ;
- **Lot n°2** : Définition de l'architecture des réseaux d'eaux pluviales de la commune de Sainte-Marie. **Ce lot est traité sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 350 000 € HT, conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa date de notification.**

Attention : toute offre supérieure au montant maximum du lot 2 considéré sera rejetée.

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

2.4 – Durée ou délai d'exécution

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et **article 4 de l'acte d'engagement de chaque lot.**

2.5 - Sous-traitance

Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique

2.6 Clause d'insertion sociale

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, l'acheteur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en incluant une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté. Cette condition d'exécution s'applique à ce marché.

2.6 – Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)

- 1) Le formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités)
- 2) Le présent règlement de consultation ;
- 3) L'acte d'engagement (si le marché est alloté : un acte d'engagement par lot est remis) ;
- 4) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- 5) Le CCTP commun (Lot 1 et Lot 2)
- 6) Le CDPGF du Lot 1 à compléter
- 7) Le BPU et le DQE du LOT 2 à compléter

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les soumissionnaires produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature (*les pièces sont énumérées au 3-1 ci-dessous*), ainsi que les pièces relatives à l'offre (*les pièces sont énumérées au 3-2 ci-après*).

3.1 LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENDRA LES PIECES SUIVANTES :

3.1.1 Pièces de candidature réclamées :

A) Lettre de candidature (**formulaire DC1**) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

B) Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (**ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique**), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent

3.1.2 Capacité économique et financière

C) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels...).

3.1.3 Capacité technique et professionnelle

D) Déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années,

E) Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

F) présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

G) Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprises, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

NB : Critères objectifs de participation : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (Notamment, il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges)

NB : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NB En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

Nb : l'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à **l'article R. 2143-4 et les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique** :

IMPORTANT

1/ Conformément à **l'article 2143-4 du code de la commande publique**, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

2/ Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, **justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession** ...) à condition :

- **Soit** que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.

- **Ou Soit** que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables)

3.2 LE DOSSIER RELATIF A L'OFFRE DU CANDIDAT CONTIENDRA :

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

Pour le lot 1 :

- Un acte d'engagement (AE) ;
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et forfaitaire utilisé aux seules fins d'analyse des offres (CDPGF) ;
- Une note méthodologique ou un mémoire technique qui contiendra les éléments répondant obligatoirement aux exigences prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatives à la présentation de l'offre et aux critères d'analyse des offres.

Pour le lot 2 :

- Un acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) (utilisé aux seules fins d'analyses des offres) ;
- Une note méthodologique ou un mémoire technique qui contiendra les éléments répondant obligatoirement aux exigences prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatives à la présentation de l'offre et aux critères d'analyse des offres.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Les documents remis par le maître d'ouvrage, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

NB 1 : Si un mémoire technique est réclamé ci-avant, le mémoire est contractuel dans son ensemble

NB 2 : Dans le cas uniquement où une ou plusieurs variantes sont admises pour le(s) lot(s) ou le marché concerné(s) tels qu'indiquées à l'article 2.3 du présent règlement de consultation, les candidats pourront remettre un dossier particulier complet « offre variante » par variante proposée, comprenant l'ensemble des pièces au 7.1.2 du présent article.

Dans le cas où les variantes sont autorisées et dans le cas où le candidat choisira de remettre une offre de base et une ou plusieurs offres en variante, le candidat pourra remettre :

- Des mémoires techniques argumentaires communs pour la solution de base et la solution en variante pour tous les cas où il y a identité de dispositions entre les solutions.

- et un additif « variante » aux mémoires précités de nature à étayer dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux en fonction de la variante considérée.

Il est bien précisé :

- Le candidat peut remettre uniquement une offre de base et n'est pas obligé de remettre une ou plusieurs offres en variante

- le candidat peut remettre uniquement une ou plusieurs offres en variante sans déposer obligatoirement une offre de base.

- Enfin, il peut remettre une offre de base et une (ou plusieurs) offre(s) en variante

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES

L'analyse des offres, pour l'ensemble des lots, sera réalisée au regard des critères d'attribution suivants, noté sur **105 points** :

- la valeur technique (N1)
- la performance environnementale (PE)
- le prix (NP)

Les modalités d'appréciation de ces critères ainsi que la pondération associée à chacun des sous-critères sont précisées ci-après.

Pour le LOT 1 :

La valeur technique (**N1**) sera notée sur 50 points et sera évaluée à partir du mémoire technique du candidat sur la qualité des éléments suivants :

VT1 - Méthodologie Définition et appréciation du critère : Détail et pertinence de la méthodologie proposée avec le contenu des prestations, mode d'organisation mis en place (répartition des tâches, procédures interventions sur voirie & réseaux, méthodes de calculs, modélisation), pertinence et qualité des exemples de livrables (fiche ouvrage, fiche désordre, fiche de synthèse).	20
VT2 - Planning prévisionnel des prestations Définition et appréciation du critère : Cohérence du planning détaillé par phase et pertinence de son optimisation	15

VT3 - Moyens humains affectés à la mission Définition et appréciation du critère : Qualité et pertinence de la composition de l'équipe affectée à la mission (organisation de l'équipe dédiée, compétences en rapport avec l'objet du marché, expériences répondant aux attentes, articulation des interventions des membres de l'équipe dans le planning de réalisation. Le candidat veillera à la bonne cohérence de son équipe vis-à-vis des compétences exigées au CCTP.	10
VT4 - Moyens matériels spécifiquement affectés à la prestation Définition et appréciation du critère : Délai d'approvisionnement / Mobilisation / Disponibilité du matériel (achat à prévoir, délais de livraison et équipements de sécurité)	5

La note N1 = VT1 + VT2 + VT3 + VT4

La performance environnementale (**PE**) sera notée sur 15 points et sera évaluée à partir du mémoire technique du candidat sur la qualité des éléments suivants :

VPE 1 – Méthodes d'étude intégrant les enjeux environnementaux Le candidat devra présenter la stratégie qu'il compte mettre en œuvre pour répondre aux exigences ci-dessous, notamment dans le cadre des phases 3 et 4 : <ul style="list-style-type: none"> • prise en compte des solutions fondées sur la nature ; • gestion durable des eaux pluviales (infiltration, désimperméabilisation) ; • intégration de l'adaptation au changement climatique. 	10
VPE 2 – Démarche environnementale dans la conduite de la mission Le candidat devra présenter la démarche environnementale qu'il prévoit de mettre en œuvre afin de répondre aux exigences ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • limitation des déplacements ; • recours à des outils numériques limitant les impressions ; • organisation écoresponsable des réunions et des livrables. • Toutes autres mesures proposées pour réduire l'impact environnemental de sa prestation 	5

La note PE = VPE1 + VPE2

Le prix des prestations sera noté sur 40 points et sera jugé à partir de la somme du montant total € TTC énoncé à l'acte d'engagement et le DPGF.

La note NP (d'une valeur maximum de 40) attribuée au critère « Prix des prestations » est ainsi calculée :

Définition et appréciation du critère : **NP = 40 x (Mc/Mi)**

Dans laquelle :

Mi est le montant total de l'offre considérée (en TTC).

Mc est le montant total de l'offre recevable la moins chère (en TTC) sous réserve qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Toute note négative sera égale à zéro.

La note finale (Nf) sera calculée de la manière suivante pour le lot 1

$$Nf = NI + PE + NP$$

Pour le Lot 2 :

La valeur technique (**N1**) sera notée sur 50 points et sera évaluée à partir du mémoire technique du candidat sur la qualité des éléments suivants :

<p>VT1 - Méthodologie Définition et appréciation du critère : Détail et pertinence de la méthodologie proposée avec le contenu des prestations, mode d'organisation mis en place (répartition des tâches, procédures interventions sur voirie & réseaux, méthodes de calculs, modélisation), pertinence et qualité des exemples de livrables (fiche ouvrage, fiche désordre, fiche de synthèse).</p>	35
<p>VT2 - Moyens humains affectés à la mission Définition et appréciation du critère : Qualité et pertinence de la composition de l'équipe affectée à la mission (organisation de l'équipe dédiée, compétences en rapport avec l'objet du marché, expériences répondant aux attentes, articulation des interventions des membres de l'équipe dans le planning de réalisation. Le candidat veillera à la bonne cohérence de son équipe vis-à-vis des compétences exigées au CCTP.</p>	10
<p>VT3 - Moyens matériels spécifiquement affectés à la prestation Définition et appréciation du critère : Délai d'approvisionnement / Mobilisation / Disponibilité du matériel (achat à prévoir, délais de livraison, mobilisation sur d'autres chantiers ou autres prestations) et équipements de sécurité</p>	5

$$\text{La note } N1 = VT1 + VT2 + VT3$$

La performance environnementale (**PE**) sera notée sur 15 points et sera évaluée à partir du mémoire technique du candidat sur la qualité des éléments suivants :

<p>VPE – Démarche environnementale dans la conduite de la mission Le candidat devra présenter la démarche environnementale qu'il prévoit de mettre en œuvre afin de répondre aux exigences ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • limitation des déplacements ; • recours à des outils numériques limitant les impressions ; • organisation écoresponsable des réunions et des livrables. • Toutes autres mesures proposées pour réduire l'impact environnemental de sa prestation 	15
---	----

$$\text{La note } PE = VPE$$

Le prix des prestations (N2) sera noté sur 40 points et sera jugé à partir du montant total € TTC du Détail Quantitatif Estimatif (DQE). **Le DQE est utilisé aux seules fins d'analyse des offres. Il n'a pas de valeur contractuelle.**

La note NP (d'une valeur maximum de 40) attribuée au critère « Prix des prestations » est ainsi calculée :

Définition et appréciation du critère : **NP = 40 x (Mc/Mi)**

Dans laquelle :

Mi est le montant total de l'offre considérée (en TTC).

Mc est le montant total de l'offre recevable la moins chère (en TTC) sous réserve qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Toute note négative sera égale à zéro.

La note finale (Nf) sera calculée de la manière suivante pour le lot 2

$$Nf = NI + PE + NP$$

NB 1 : Pour le marché (ou chaque lot si le marché est alloti) et dans le cas où la valeur technique (ou la performance en matière de performance environnementale ou la RSE en lien avec les conditions d'exécution du marché) est un critère de jugement des offres, un sous critère de la valeur technique (ou de la performance en matière de performance environnementale ou du critère RSE précité) non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En cas de non renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivalra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance en matière de protection de l'environnement ou en matière de RSE en lien avec les conditions d'exécution du marché (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

NB 2 : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, + 1 euro à chacune des offres comparées (et donc +1 au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix)

NB 3 : Dans le cas où un lot ou marché est ouvert à variante(s), les candidats sont informés que la Personne publique analysera, si la condition précitée est réunie, toutes les offres (de base et en variante) entre elles au regard des mêmes critères de jugement des offres énoncés dans le présent document, et établira un classement unique des offres (intégrant les offres de base et les offres en variante). L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera classée 1^{ère} et déclarée attributaire.

NB 4 REGLES DE CORRECTION EN CAS D'ERREUR CONSTATEE :

Si les prestations sont à prix forfaitaire, la disposition suivante s'applique : **Le montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation** et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Si les prestations sont à prix unitaire, la disposition suivante s'applique : en cas de discordance ou d'erreurs de prix constatées dans l'offre du candidat, **les prix unitaires sont réputés intangibles et les indications portées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) prévaudront.** Le(s) montant(s) total(aux) indiqué(s) éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. La Collectivité pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence. S'il est demandé aux candidats de remettre un détail quantitatif estimatif dans leur offre, **les candidats devront répondre sur les quantités qui figurent au détail quantitatif estimatif sans modifier les quantités sous peine de voir cette offre déclarée irrégulière : toutefois, par dérogation à cette sanction de principe, dans le cas où la modification d'une ou plusieurs quantités résulterait manifestement d'une erreur purement matérielle (par exemple : erreur matérielle dans le report ou dans la retranscription de la bonne quantité sur le DQE remis par le candidat, le candidat ayant par exemple travaillé le DQE sur son propre fichier informatique en omettant par erreur de reprendre la bonne quantité fournie initialement), le pouvoir adjudicateur pourra demandé au(x) candidat(s) concerné(s) de confirmer les prix unitaires du BPU réputés intangibles, en appliquant à ces prix les bonnes quantités du DQE soumises initialement à la consultation. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour irrégularité.**

Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, La seule exception qui sera admise au caractère intangible du prix unitaire (si le marché est à prix unitaire) ou du montant total général (si le marché est à prix global et forfaitaire) est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011) où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue ».

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3 du présent règlement **au plus tard avant la date et heure indiquées en page 1 du cahier des charges**. Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française et l'offre formulée en euros.

Pour la remise des candidatures et des offres par les candidats : Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises uniquement par voie électronique :

- sur le site www.cinor.re, Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),
- **ou sur le lien direct** : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question)

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : **Aide**

Important : pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation

Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

IMPORTANT : Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, **à titre de copie de sauvegarde**, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc...) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « le titre du marché concerné »
- « copie de sauvegarde ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022

IMPORTANT : CONCERNANT LA SIGNATURE DU DC1 OU DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (qui n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre)

Afin de simplifier le dépôt des offres, **le code de la commande publique, ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer la candidature et et l'offre présentée.**

Le candidat peut signer le DC1 et l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. **En tout état de cause, la signature du DC1 et de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.**

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 sur la signature électronique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

- 1° L'identité du signataire ;
- 2° L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne)
- 3° Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 (**Les formats de signature sont XAdES, CAAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015**).
- 4° Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (**ATTENTION AU DELAI DE VALIDITE du certificat délivré habituellement pour une année**)
- 5° L'intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier (une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise de l'acte d'engagement signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre)

En tout état de cause, l'absence de remise du DC1 signé et de l'offre signée électroniquement (ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique), dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

De même l'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés à l'article 8 du RC, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **12 jours** avant la date limite de remise des offres une demande **par voie électronique sur le site internet** : <https://marches.cinor.fr>, et ce en suivant les instructions ci-après :

- 1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « **accéder à la consultation** »
- 2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**
- 3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**
- 4/ **Envoyer**

The screenshot shows the 'Poser une question' (Ask a question) interface. At the top, there is a navigation bar with tabs: 'Publicité / Téléchargement', 'Question', 'Dépôt', and 'Messagerie sécurisée'. The 'Question' tab is selected. Below the navigation bar, there is a section titled 'Liste des questions posées' which currently displays 'Aucun résultat trouvé' (No results found). Below this, there is a form titled 'Poser une question' with a 'Le symbole' (The symbol) icon. The form contains two main input areas: 'Question (250 caractères max.) *' and 'Joindre un fichier :'. The 'Question' field is a text input box with a cursor. The 'Joindre un fichier' field is a file upload area. To the right of the form is an 'Envoyer' (Send) button. Annotations with arrows point to various elements: 'Clic sur Questions' points to the 'Question' tab; 'Poser une Question' points to the 'Poser une question' form title; 'Rédiger la question Ou/ Et joindre un fichier' points to the text input field; and 'Envoyer' points to the 'Envoyer' button.

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS

La date et heure limites de réception des candidatures et des offres sont celles fixées en page 1 du règlement de consultation.

Les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus, sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

ARTICLE 8 - PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT :

-Articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique : Il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés à l'**articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique**.

- le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (ATTENTION : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant, comme les statuts ou mandat...)

- En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent RC au stade de l'attribution, le groupement devra revêtir cette forme

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également)